

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 17 Décembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

AGENCE ECOFIN. Dette cachée au Sénégal : une crise de gouvernance, mais pas une fuite de capitaux

Si la révélation d'une dette cachée d'une ampleur inédite a logiquement inquiété les marchés et le FMI, une analyse détaillée des fondamentaux montre que le Sénégal ne se dirige pas vers un défaut de paiement. Le pays traverse une crise de gouvernance aiguë, mais dispose d'actifs réels et de leviers financiers solides pour transformer cette impasse comptable en un rebond économique. C'est une douche froide qui a saisi les observateurs économiques à Dakar et à Washington ces derniers mois. La révélation par le FMI d'une dette publique réelle pouvant atteindre 132 % du PIB, dopée par une dette cachée estimée à 16 % du PIB, a fait craindre le pire. Le chef de mission du Fonds évoquait même n'avoir « jamais vu une dette cachée de cette ampleur » en Afrique. Pourtant, à y regarder de plus près, la panique n'a pas lieu d'être. Si les chiffres sont vertigineux, la structure même de cette dette et la nature des créanciers racontent une histoire bien plus nuancée : celle d'un pays qui a investi à marche forcée, au prix d'une opacité coupable, mais qui n'est pas en faillite structurelle.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/1712-134372-dette-cachee-au-senegal-une-crise-de-gouvernance-mais-pas-une-fuite-de-capitaux>

APS. La Banque de la diaspora, une révolution digitale au service des émigrés

La Banque de la diaspora, une plateforme digitale affiliée à la Banque nationale pour le développement économique (BNDE), devrait être bientôt pour capter davantage les ressources financières des Sénégalais de l'extérieur et les orienter vers l'investissement. Le Sénégal a lancé, en 2024, le processus de création d'une néo-banque innovante dédiée à la diaspora, grâce au partenariat entre la Banque nationale pour le développement économique (BNDE) et la fintech Kopar Express. Selon le secrétaire d'Etat aux Sénégalais de l'extérieur, Amadou Chérif Diouf, cette banque, bientôt opérationnelle, devrait marquer un tournant décisif pour la participation de la diaspora au développement du pays. L'objectif est de leur faciliter l'accès aux services financiers, tout en stimulant les investissements vers leur pays d'origine.

<https://aps.sn/la-banque-de-la-diaspora-une-revolution-digitale-au-service-des-emigres/>

APS. Les transferts d'argent de la diaspora s'élèvent à 2 211 milliards de FCFA en 2024

Les transferts d'argent des expatriés sénégalais ont atteint des niveaux records de 2 211 milliards de francs CFA en 2024, plus que l'aide publique au développement, confirmant leur rôle vital dans l'économie sénégalaise. Le montant des transferts financiers effectués par les Sénégalais de l'extérieur au titre de l'année 2023 est estimé à 1600 milliards de francs CFA contre 2211 milliards de FCFA en 2024, ce qui représente environ 12 % du Produit intérieur brut (PIB) national, selon les derniers chiffres de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Ces sommes,



en augmentation constante, représentent désormais une source de devises supérieure à l'aide publique au développement et rivalisent avec certains secteurs d'exportation traditionnels.

<https://aps.sn/les-transferts-dargent-de-la-diaspora-selevent-a-2-211-milliards-de-fcfa-en-2024/>

APS. La LONASE enregistre 27 milliards F CFA de bénéfices au troisième trimestre 2025 (DG)

La Loterie nationale sénégalaise (LONASE) a enregistré vingt-sept milliards de bénéfices au terme du troisième trimestre de l'année 2025, a révélé son directeur général, Toussaint Manga. "Au terme du troisième trimestre, au mois de septembre [nous avons réalisé], 27 milliards de bénéfices sans amortissement", a-t-il dit, en saluant cette "performance" de la LONASE. M. Manga participait à un atelier de restitution et de validation du Plan stratégique de développement (PSD) de la LONASE pour les cinq (5) prochaines années, lundi, à Pointe Sarène. Il a rappelé qu'au "terme du premier semestre" de l'année 2025, la LONASE avait enregistré "21 milliards FCFA de bénéfices". "L'écosystème des jeux est en train de changer, et ce qui est clair, c'est que la performance est là, malgré les quelques difficultés qu'on connaît", s'est-il réjoui. Selon M. Manga, l'application de la loi sur la taxation des 20% des gains et des opérateurs a permis d'enregistrer des résultats satisfaisants.

<https://aps.sn/la-lonase-enregistre-27-milliards-f-cfa-de-benefices-au-troisieme-trimestre-2025-dg/>

SENEWEB. Usine ISEVEM : Le Sénégal franchit un cap vers une industrie de défense souveraine

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a inauguré, ce mardi 16 décembre 2025, à Diamniadio, l'usine ISEVEM d'assemblage de véhicules militaires tactiques, « marquant une étape historique dans la construction d'une industrie de défense nationale ». À travers ce projet, l'État du Sénégal entend affirmer une souveraineté industrielle et technologique, en visant notamment à « réduire sa dépendance extérieure » et à « renforcer l'autonomie stratégique de ses forces de défense et de sécurité ». Issue d'un partenariat public-privé entre l'État et ISEVEM, cette infrastructure s'inscrit dans « une vision graduelle et réaliste », avec pour ambition de développer des capacités locales « d'assemblage, de maintenance et, à terme, de conception et de production d'équipements de défense ». Au-delà de l'enjeu sécuritaire, l'usine est présentée comme « un levier majeur d'industrialisation », favorisant la création d'emplois qualifiés et le transfert de compétences vers les talents nationaux, notamment les jeunes.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/usine-isevem-le-senegal-franchit-un-cap-vers-une-industrie-de-defense-souveraine_n_477697.html

APS. Kaolack : lancement du projet agro-industriel de l'agropole centre

Le projet de zone de transformation agro-industrielle de l'agropole centre a été officiellement lancé mardi au cours d'un atelier de partage et d'échanges organisé sous forme de comité régional de développement (CRD), a constaté l'APS. D'un coût global de 107 milliards 416 millions de francs CFA, ce projet, qui intervient dans les régions de Kaffrine, Fatick, Diourbel et Kaolack, est financé par l'Etat du Sénégal, avec le



soutien financier de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque islamique de développement (BID) et de l'Agence belge de développement (ENABEL). Selon son coordonnateur, Babou Dramé, l'agropole centre devrait générer 129 800 emplois directs et 208 000 emplois indirects, avec un investissement privé de plus de 46 milliards de francs CFA pour les 37 projets structurés dans les filières agro-industrielles clés que sont l'arachide et les céréales sèches (mil, maïs, sorgho, sésame et sel).

<https://aps.sn/kaolack-lancement-du-projet-agro-industriel-de-lagropole-centre/>

APS.Monnaie ECO : la Cédéao appelle à des réformes urgentes

A moins de deux ans de l'échéance annoncée pour le lancement de la monnaie unique ECO, la Cédéao alerte, selon APANEWS, sur l'insuffisance des progrès en matière de convergence macroéconomique et presse ses États membres d'engager des réformes urgentes pour respecter la feuille de route. Réunis dimanche à Abuja à l'occasion de leur 68e session ordinaire, les Chefs d'État et de Gouvernement de la Cédéao ont exprimé leur vive préoccupation face au faible niveau de convergence macroéconomique observé au sein de l'espace communautaire, à l'approche du lancement prévu de la monnaie unique ECO. Dans le communiqué final de la Conférence, présidée par le Président sierra-léonais Julius Maada Bio, les dirigeants ouest-africains ont également déploré les retards accusés dans l'exécution de plusieurs actions clés inscrites dans la feuille de route du projet ECO. Face à cette situation, la Conférence a appelé les États membres à mettre en œuvre des politiques économiques « appropriées » afin de satisfaire aux critères de convergence macroéconomique.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/monnaie-eco-la-cedeao-appelle-a-des-reformes-urgentes/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

JEUNE AFRIQUE. Sénégal : la baisse des prix de l'électricité menace-t-elle l'équilibre financier de la Senelec ?

En réponse à la colère de la population contre la politique tarifaire de la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec), le gouvernement d'Ousmane Sonko a décidé de revoir à la baisse les prix de l'électricité à compter du mois de janvier. Une décision qui pose la question de l'équilibre entre tarifs et subventions. La Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec) baissera ses tarifs à partir du 1er janvier. Destinée aux ménages dont la consommation ne dépasse pas 150 kilowattheures (kWh) et aux professionnels consommant jusqu'à 50 kWh, cette réduction de 10 % concernerait quelque 1,6 million de clients, selon les estimations du gouvernement.

<https://www.jeuneafrique.com/1749757/economie-entreprises/senegal-la-baisse-des-prix-de-lelectricite-menace-t-elle-lequilibre-financier-de-la-senelec/>



JEUNE AFRIQUE. Homologation des médias au Sénégal : pourquoi la Cour suprême a retoqué la réforme du gouvernement

Dans un arrêt récent, la haute juridiction a annulé deux arrêtés ministériels portant sur l'agrément par l'État des médias sénégalais, dont 381 avaient dû cesser toute parution ou diffusion quelques mois plus tôt. Une mesure symbolique mise en œuvre par le gouvernement d'Ousmane Sonko a été rayée d'un trait de plume, le 11 décembre, par les magistrats de la Cour suprême du Sénégal. Entre les mois de juillet et d'octobre 2024, quelques mois après l'élection de Bassirou Diomaye Faye à la tête de l'État, le ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, Alioune Sall, avait en effet

<https://www.jeuneafrique.com/1749908/politique/homologation-des-medias-au-senegal-pourquoi-la-cour-supreme-a-retoque-la-reforme-du-gouvernement/>

JEUNE AFRIQUE. Grand barrage de la Renaissance : l'Éthiopie peut-elle devenir la centrale électrique de l'Afrique ?

Inauguré en grande pompe par Abiy Ahmed, le Grand barrage de la Renaissance doit propulser l'Éthiopie au rang de puissance énergétique régionale. Mais entre contraintes techniques, fragilités du réseau, tensions géopolitiques et usages encore limités, le Gerd n'a pas encore tenu toutes ses promesses pour l'Afrique. Les promesses sont immenses. Après quatorze ans de travaux, l'Éthiopie a inauguré, en septembre dernier, son grand barrage de la Renaissance (Gerd) sur le Nil bleu. Haut de 175 mètres, large de deux kilomètres, le plus grand ouvrage hydroélectrique d'Afrique, chiffré à 4 milliards de dollars, a doublé la capacité du pays à 5 150 mégawatts (MW). Dépassant à lui seul la puissance totale du Kenya (3

<https://www.jeuneafrique.com/1748927/economie-entreprises/grand-barrage-de-la-renaissance-lethiopie-peut-elle-devenir-la-centrale-electrique-de-lafrique/>

VOV WORLD. Commerce mondial 2025: cap maintenu malgré les vents contraires

En 2025, les échanges commerciaux mondiaux traversent l'une des périodes les plus éprouvantes depuis plusieurs décennies, sur fond de guerres tarifaires et de tensions géopolitiques croissantes. Dans cet environnement instable, le commerce international continue toutefois de faire preuve d'une résilience remarquable, parvenant à maintenir une dynamique de croissance. Dans son Rapport annuel de suivi du commerce sur le Panorama de l'environnement commercial international, publié le 3 décembre, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) souligne que le commerce mondial affronte en 2025 des défis d'une ampleur inédite depuis près de 80 ans, alimentés par la multiplication des politiques tarifaires unilatérales et l'intensification des tensions géopolitiques à l'échelle mondiale. Entre la mi-octobre 2024 et la mi-octobre 2025, près d'un cinquième des importations mondiales (19,7%) ont été touchées par de nouveaux droits de douane et des mesures équivalentes, contre 12,6% un an plus tôt, souligne l'OMC.

<https://vovworld.vn/fr-CH/chronique-du-jour/commerce-mondial-2025-cap-maintenu-malgre-les-vents-contraires-1449569.vov>

RFI. Pétrole: le baril américain au plus bas depuis 2021 avec l'avancée des pourparlers sur l'Ukraine



Les cours du pétrole chutent au fur et à mesure que les discussions sur l'Ukraine avancent. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence européenne, est passé sous la barre des 60 dollars, une première depuis le mois de mai. Quant au prix du baril de référence américain, WTI, il est au plus bas depuis 2021, et ce, dans un marché déjà largement excédentaire. Les marchés sont en train d'évaluer la possibilité d'un cessez-le-feu en Ukraine. Celui-ci pourrait en effet assouplir les restrictions pesant sur le brut russe et le ramener sur le marché mondial du pétrole. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est félicité lundi de « progrès » dans les négociations avec les États-Unis pour mettre fin à la guerre avec la Russie. Cela pourrait avoir comme conséquence un allègement des sanctions contre le pétrole de Moscou. « Nous sommes plus proches aujourd'hui que nous n'avons jamais été » d'un accord, a pour sa part estimé Donald Trump.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251216-p%C3%A9trole-le-baril-am%C3%A9ricain-au-plus-bas-depuis-2021-avec-l-avance-des-pourparlers-sur-l-ukraine>

ZONE BOURSE. La géopolitique fait plier l'Europe, Wall Street attend Micron et l'inflation

La montagne a un peu accouché d'une souris hier. Le marché attendait beaucoup des données sur l'emploi aux États-Unis, qui n'ont pas révélé grand-chose. Au final, c'est la géopolitique qui a fini par faire et défaire les palmarès boursiers : le pétrole et l'armement étaient en berne, laissant un peu de place à la technologie pour se stabiliser. La macroéconomie reviendra vite sur le devant de la scène dès demain avec l'inflation américaine et les taux de la BCE et de la Banque d'Angleterre. La journée de mardi n'a pas apporté beaucoup d'enseignements aux investisseurs. Les très attendus chiffres de l'emploi aux États-Unis ont, comme souvent, rendu un verdict contrasté. Au lieu de forger des certitudes, ils ont maintenu le flou sur la trajectoire économique américaine. D'un côté, le taux de chômage est monté à son plus haut niveau depuis 2021. De l'autre, les créations d'emploi ont été un peu plus vigoureuses que prévu. Les paris sur l'évolution des taux ont peu évolué.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/la-geopolitique-fait-plier-l-europe-wall-street-attend-micron-et-l-inflation-ce7d50dfd988ff2c>

FRENCH.CHINA.ORG.CN. La Chine intensifie ses mesures pour stimuler la consommation

La Chine a mis en œuvre des mesures ciblées en faveur de la consommation afin de stimuler les dépenses immédiates, tout en poursuivant des réformes structurelles visant à débloquer une croissance durable de la consommation, alors que le pays s'oriente vers un modèle de croissance plus équilibré fondé sur son vaste marché intérieur, ont indiqué des économistes. Selon eux, la base de consommateurs solide et en pleine expansion de la Chine est non seulement un moteur du développement de haute qualité du pays, mais elle constitue également un facteur de stabilisation pour l'économie mondiale face aux fluctuations de la demande extérieure et aux complexités géopolitiques. Lors de la Conférence centrale annuelle sur le travail économique, qui s'est tenue la semaine dernière, les décideurs politiques chinois ont placé la « stimulation de la demande intérieure » en tête des huit priorités clés de leur programme économique pour l'année prochaine. Dans une tribune publiée lundi dans le Qiushi Journal, la revue phare du Comité central du Parti communiste chinois (PCC),



le président chinois Xi Jinping a souligné que l'expansion de la demande intérieure était cruciale non seulement pour la stabilité économique, mais aussi pour la sécurité économique du pays.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-12/17/content_118232824.htm

LE MONDE. « Plus le Japon aura des difficultés à gérer sa dette, plus les investisseurs douteront de la solidité des autres pays lourdement endettés »

La Banque du Japon envisage une hausse des taux d'intérêt, qui rendrait la gestion de sa dette très coûteuse. Les marchés craignent que d'autres pays endettés doivent à leur tour augmenter leur taux, explique l'économiste américain. Les marchés obligataires mondiaux ont été ébranlés par les propos du gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Kazuo Ueda, qui a soulevé, le 1er décembre, l'hypothèse d'une hausse prochaine des taux d'intérêt. A priori, les déclarations mesurées d'un raisonnable banquier central ne devraient pas avoir cet effet. Seulement voilà, la BoJ est aujourd'hui le canari dans la mine de charbon. Une hausse des taux au Japon pourrait indiquer que d'autres économies lourdement endettées, dont les Etats-Unis, seront prochainement poussées à leur tour à augmenter leur taux, avec toutes les conséquences néfastes que cela implique.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/12/17/plus-le-japon-aura-des-difficultes-a-gerer-sa-dette-plus-les-investisseurs-douteront-de-la-solidite-des-autres-pays-lourdement-endettes_6658328_3232.html

COURRIER INTERNATIONAL. La Suisse n'est plus l'eldorado de l'emploi

Pour les professionnels venus d'ailleurs, le "rêve suisse" tourne au cauchemar, explique le quotidien "Blick". Les offres d'emploi sont moins nombreuses qu'auparavant et les licenciements se multiplient, notamment dans le secteur bancaire. Conséquence : de plus en plus d'expats sont contraints de quitter le pays. Pour les professionnels venus d'ailleurs, la Suisse n'est plus tout à fait l'eldorado de l'emploi qu'elle a été, constate le quotidien Blick. "Ralentissement économique, délocalisations, chute de Credit Suisse : le marché du travail helvétique est en train de vaciller." Et les expatriés sont souvent les premiers touchés par les licenciements. À Zurich, c'est vrai en particulier pour les professionnels qui travaillent dans la finance. "Depuis la chute de Credit Suisse, le nombre de banquiers au chômage ne cesse d'augmenter." Le rachat du groupe bancaire par son concurrent UBS, en 2023, a déjà entraîné plusieurs vagues de licenciements et d'autres sont à venir, au point que "le nombre de chômeurs provenant du secteur bancaire augmente chaque mois".

https://www.courrierinternational.com/article/travail-la-suisse-n-est-plus-l-eldorado-de-l-emploi_237690

ZONE BOURSE. Les Bourses mondiales pas enthousiasmées par de nouvelles données économiques

Les Bourses mondiales ont clôturé en repli mardi, digérant des données économiques mitigées aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, tandis que les discussions pour mettre fin à la guerre en Ukraine font chuter les prix du pétrole. A Wall Street, le Dow Jones a reculé de 0,62%, l'indice Nasdaq a pris 0,23% et l'indice élargi S&P 500 a cédé 0,24%. C'est le très attendu rapport sur l'emploi qui a été décortiqué par les investisseurs. Selon le département du Travail, le taux de chômage est remonté à 4,6%



en novembre, au plus haut depuis quatre ans. En revanche, 64.000 créations d'emplois ont été relevées le mois dernier, soit mieux que ce qu'attendaient les analystes.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/les-bourses-mondiales-pas-enthousiasmees-par-de-nouvelles-donnees-economiques-ce7d50ded188f724>

ZONE BOURSE. Zone euro : l'inflation stable à 2,1% en novembre

L'inflation au sein de la zone euro est restée stable en novembre, ressortant à 2,1% sur un an, comme en octobre, selon une nouvelle estimation publiée mercredi par Eurostat. Le bureau de statistiques européen a révisé à la baisse son estimation initiale, dévoilée début décembre, qui faisait état d'une légère remontée de l'inflation au mois de novembre, à 2,2% sur un an.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/zone-euro-l-inflation-stable-a-2-1-en-novembre-selon-une-nouvelle-estimation-ce7d50dfdb81f426>

Emmanuel Macron dit préférer une politique "coopérative" avec la Chine aux droits de douane

Le président français a publié une tribune mardi dans le "Financial Times" appelant à privilégier une approche "coopérative" avec Pékin, plutôt que d'imposer des droits de douane. Emmanuel Macron, qui avait menacé d'imposer à la Chine des droits de douane européens dans les "prochains mois", appelle dans une tribune, publiée mardi 16 décembre, dans le Financial Times, à privilégier une approche "coopérative" avec Pékin pour résorber les déséquilibres commerciaux qui ne sont "plus viables". "Nous devons reconnaître que ces déséquilibres sont à la fois le résultat d'une faible productivité européenne et de la politique chinoise d'une croissance tirée par les exportations. Poursuivre dans cette voie risque d'entraîner un conflit commercial grave, mais la Chine et l'UE ont toutes deux les moyens de corriger ces déséquilibres", plaide-t-il.

https://www.bfmtv.com/economie/international/emmanuel-macron-dit-preferer-une-politique-cooperative-avec-la-chine-aux-droits-de-douane_AD-202512160929.html

LES ECHOS. France . L'Assemblée adopte définitivement le budget de la Sécu

Après des dizaines d'heures de débats dans l'hémicycle et de longues négociations entre Matignon et les groupes parlementaires, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale a été adopté pour de bon ce mardi. Après avoir arraché de peu un vote favorable sur le budget de la Sécu (en deuxième lecture) la semaine dernière, et à l'heure d'aborder à l'Assemblée nationale le vote final, Sébastien Lecornu a certainement pensé fort au principe d'inertie. Tout corps - y compris un député qui a voté « pour » ou s'est abstenu sur le PLFSS il y a quelques jours - conserve un mouvement uniforme et rectiligne, sauf s'il est soumis à des forces extérieures. Si les « forces extérieures » ne se sont pas fait prier pour tenter de changer la donne, les députés ont, au final, réédité ce mardi leur vote de la semaine dernière, et adopté le PLFSS, avec 247 voix pour et 232 contre (2 de moins que mardi dernier).

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/lassemblee-adopte-definitivement-le-budget-de-la-secu-2205160>

